



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du développement
local et de l'environnement
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ du 06 JAN. 2025
portant modification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre
2024 la société SICA Indre et Cher
Route de Migny - Cléry, ISSOUDUN

AIOT 0010003988

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
silo de stockages de céréales et autres grains

LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 86-E-0002 du 3 janvier 1986 autorisant la Société d'Interêt Collectif Agricole (SICA) Indre et Cher à poursuivre l'exploitation de son silo, à Cléry sur le territoire de la commune d'Issoudun ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 89-E-1015 du 26 mai 1989 imposant des prescriptions complémentaires au silo exploité par la société SICA Indre et Cher ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-E-1991 du 18 juillet 2002 autorisant la société SICA Indre et Cher à exploiter un stockage de céréales en vrac à l'air libre sur le territoire de la commune d'Issoudun ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-01-0014 du 4 janvier 2007 prescrivant des mesures de réduction du risque au silo de stockage de céréales et autres grains exploité par la société SICA Indre et Cher, à ISSOUDUN, et complétant les prescriptions générales applicables à l'établissement ;

- Vu la lettre préfectorale du 8 novembre 2016 actant le bénéfice de l'antériorité vis-à-vis des rubriques 4331, 4510, 4511, 4718, et 4734 conformément au décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 et la modification de la rubrique 2160 suite au décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 ;
- Vu la lettre préfectorale du 9 janvier 2018 mettant à jour la situation administrative de l'établissement ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'inspection menée le 6 août 2024, transmis à la préfecture de l'Indre et à l'exploitant le 13 août 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courrier en date 2 octobre 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai de quinze jours dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais réglementaires impartis au titre de la procédure contradictoire
- Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2024 à l'encontre de la société SICA Indre et Cher Route de Migny-Cléry à ISSOUDUN, installation classée pour la protection de l'environnement, silo de stockage de céréales et autres grains ;
- Vu le courrier du 27 novembre 2024 complété le 11 décembre 2024 de l'exploitant, demandant un report de délais pour la mise en œuvre des actions permettant de répondre à la mise en demeure du 25 octobre 2024
- Vu le rapport du 23 décembre 2024 de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'analyse de la demande du 27 novembre 2024 susvisée et la proposition de modification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2024, afin de reporter les échéances de l'article 2 ;
- Considérant que lors de la visite d'inspection du 6 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté sur le site de la société SICA Indre et Cher sise Route de Migny - Cléry à ISSOUDUN un risque d'incendie et d'explosion ;
- Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SICA Indre et Cher, de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que l'exploitant déclare, par courrier du 27 novembre 2024 susvisé :
- avoir fait lever les non-conformités électriques mises en évidence dans le rapport Q18,
 - avoir prévu des contrôles complémentaires des installations électriques fin décembre 2024 ;
- Considérant que l'exploitant annonce pouvoir fournir le rapport du bureau de contrôle des installations électriques au cours du premier trimestre de l'année 2025, soit le 31 mars 2025 au plus tard ;
- Considérant que l'exploitant a prévu un nettoyage complet de son site en décembre 2024 et janvier 2025, notamment les zones peu accessibles ;
- Considérant que l'exploitant dispose d'une consigne définissant les actions de nettoyage de poussière à réaliser sur le site, ce qui permet de satisfaire partiellement à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 25 octobre 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2024 est modifié comme suit :

Article 1^{er} :

La société SICA Indre et Cher, dont le siège social est situé Route de Migny, Cléry 36100 ISSOUDUN, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite Route de Migny - Cléry sur le territoire de la commune de ISSOUDUN, de respecter, au plus tard le 31 mars 2025, les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 mars 2004 en :

- levant les non conformités électriques mises en évidence par le rapport Q18 ;
- produisant un nouveau rapport Q18 ne concluant pas à ce que l'installation présente un risque d'incendie et d'explosion.

Article 2 :

La société SICA Indre et Cher, exploitant un silo de stockages de céréales et autres grains, sise Route de Migny - Route de Migny - Cléry, 36100 ISSOUDUN, est mise en demeure de respecter, au plus tard le 15 janvier 2025, les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 9 mars 2004 en :

- débarrassant les poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Article 3 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUX CEDEX ;

- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article 6 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société SICA Indre et Cher.

Une copie en sera adressée :

- ↳ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ↳ au maire de la commune d'ISSOUDUN, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,



Nadine CHAÏB